

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

15, Chemin de la Vi-Longe - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 109

Genève, le 25 avril 2016

"AYA Info" est en ligne sur trois sites Internet : Humanitaire.ws , MCI et AYA-Info

Des Yanomami contaminés au mercure

En utilisant du mercure (Hg), l'orpaillage illégal* pratiqué dans les cours d'eau de la Terre Indigène Yanomami (TI-Y) contamine les populations riveraines. C'est ce que montre une [récente étude](#) conduite par la Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz) et l'Instituto Socioambiental (ISA). Demandée par l'Hutukara Associação Yanomami, l'enquête a porté sur les populations Yanomami et Ye'kuna vivant dans des communautés riveraines des rios Mucajaí et Uraricoera. Sur ces deux rivières de l'État de Roraima, l'orpaillage illégal y est pratiqué régulièrement et depuis longtemps.

En novembre 2014, une équipe de chercheurs a visité 19 villages. Elle a collecté 239 échantillons de cheveux issus des groupes les plus vulnérables à la contamination : enfants, jeunes femmes, mais aussi des adultes ayant eu un contact direct avec l'activité d'orpaillage. Elle a également collecté 35 échantillons sur des poissons – surtout carnivores de grande taille - faisant partie de l'alimentation habituelle de cette population. Le cas le plus alarmant a été observé dans la communauté Yanomami de Aracaçá, dans la région de Waikás. Dans ce village, 92% des échantillons présentent un taux élevé de contamination. Il est de plus de deux fois au dessus de celui duquel l'Organisation Mondiale de la Santé considère qu'il peut avoir de sérieuses conséquences pour la santé.

Ce mois de mars, une délégation de leaders indigènes, de la Fiocruz et de ISA est allée à Brasilia pour présenter les résultats de l'enquête aux responsables de la Fondation Nationale de l'Indien – FUNAI, de l'Institut Brésilien de l'Environnement – IBAMA, du Secrétariat Spécial de Santé Indigène – SESAI, du Ministère Public Fédéral et encore à la Rapporteuse Spéciale sur les Droits des Peuples autochtones de l'ONU en visite au Brésil.

Les leaders indigènes ont demandé le retrait immédiat des garimpeiros (les orpailleurs) de la TI-Y et un service de santé particulier pour les personnes contaminées.

Il faut rappeler ici l'implication de la Suisse dans le commerce de l'or, pas seulement en provenance de l'Amérique latine, mais également d'Afrique. En septembre 2015, l'ONG suisse la [Déclaration de Berne](#) – DB a publié un rapport intitulé "Un filon en or" sur la véritable histoire de l'or "togolais" raffiné en Suisse. Ce dossier vient en appui à [l'initiative populaire](#) pour des multinationales responsables, lancée par une coalition de près de 80 organisations qui viennent d'annoncer avoir récolté 140'000 signatures nécessaires à son aboutissement.

* Voir "[AYA Info](#)" No 103 du 31 mai 2015

Dilma met son veto à une loi sur l'éducation différenciée pour les peuples indigènes

Le 8 décembre 2015, le président de la Chambre des Députés a envoyé à la Présidente de la république un [projet de loi](#) (No 5954) relatif à l'éducation indigène dans le cadre de l'éducation nationale. En plus clair, ce projet assure aux communautés indigènes l'utilisation de leurs langues maternelles et processus propres d'apprentissage et d'évaluation. Un enseignement différencié non seulement pour l'éducation de base, mais aussi dans l'enseignement professionnel et supérieur. Derrière ces quelques mots, c'est une obligation qui est faite à l'Etat brésilien d'adapter à tous ces niveaux les moyens d'enseignement, manuels scolaires, rythmes, modes d'enseignement et d'évaluation à la culture de chaque peuple. C'est le respect de la Constitution de 1988 qu'a voulu l'auteur du projet, Cristovam Buarque, Sénateur et, pendant un an, Ministre de l'Éducation dans le premier gouvernement de Lula en 2003.

La présidente a refusé de promulguer cette loi. Dans son [message](#) au Parlement (No 600 du 29 décembre 2015), Dilma justifie son veto par le fait que, "*Malgré son mérite, le dispositif inclurait une obligation trop importante de mise en œuvre en raison de la grande variété de communautés et de langues indigènes dans le Brésil.*" Elle dit avoir eu l'assentiment des ministères de l'éducation et du budget sur cette décision.

Ce refus a suscité des [protestations](#) dans le pays: de l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – [APIB](#); et, les 17 et 18 février, plus de 800 professeurs et leaders indigènes de l'Etat d'Amazonas étaient réunis pour à l'initiative du "[Forum d'Education](#) scolaire indigène de l'Amazonas" pour réclamer une éducation indigène différenciée de fait et de droit.

Les Guarani célèbrent le 260^e anniversaire de l'assassinat de Sepé Tiaraju

Comme ils ont l'habitude de le faire depuis 2004, des Guarani se sont réunis pour rendre hommage à Sepé Tiaraju, un leader qui s'est battu jusqu'à la mort pour la défense de leur terre.

Le 7 février 1756, celui-ci était tué dans une embuscade tendue par les armées de l'Espagne et du Portugal au cours de la Bataille de Caiboaté; un épisode sanglant de la Guerre Guarantique (1750 – 1756). Un conflit qui a eu lieu sur le territoire de l'actuelle municipalité de São Gabriel, dans l'État brésilien du Rio Grande do Sul – RS au cours duquel 1'500 Guarani ont été massacrés. Les Guarani s'opposaient à l'application du Traité de Madrid de 1750, passé entre les deux royaumes ibériques qui déplaçaient leur frontière dans cette partie de l'Amérique du sud. Les Guarani de sept "réductions" refusaient de quitter leur territoire pour passer sous domination portugaise. Pour ce peuple, Sepé Tiaraju est le symbole de la lutte pour la terre. Une terre qu'ils revendiquent encore aujourd'hui.

Du 5 au 8 février dernier, [600 Guarani](#) étaient rassemblés à São Gabriel pour affirmer leur détermination : *"Après avoir massacré notre peuple, les non indigènes ont considéré qu'ils avaient éliminé notre résistance, mais aujourd'hui, sur ces mêmes terres, nous résistons et luttons contre les mêmes projets coloniaux qui ont pour nom le profit et la cupidité qui perpétuent le génocide et détruisent nos terres sacrées."* Suivent une série de revendications concernant le Gouvernement fédéral, le Congrès national, le pouvoir judiciaire et plusieurs services fédéraux, mais aussi l'environnement : *"Nous exigeons le respect du milieu ambiant et de la mère terre. Que soient respectées les forêts, les cours d'eau, les lacs et tous les êtres vivants parce qu'ils méritent de vivre. Que soient arrêtés les grands ouvrages qui affectent directement nos communautés."*

Les conflits pour la terre, entre communautés indigènes et *pistoleiros* à la solde de fazendeiros, sont malheureusement toujours d'actualité. Ainsi, plus au nord, dans l'État du Mato Grosso do Sul, dans la première quinzaine de mars, il y a eu [plusieurs attaques](#) - heureusement sans morts ni blessés graves - de ces hommes armés contre des communautés de Guarany Kaiowá qui veulent reprendre leurs terres traditionnelles.

La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits des peuples autochtones en visite au Brésil

La [Rapporteuse spéciale](#) des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Mme Victoria Tauli Corpuz, a fait un voyage d'une dizaine de jours au Brésil entre le 7 et le 17 mars. Le but de cette visite était de dresser un état des lieux de la situation des droits des peuples indigènes dans le pays et de constater l'application des recommandations formulées par son prédécesseur, James Anaya venu au Brésil en 2008. À Brasilia, elle a eu des conversations avec de nombreux représentants d'organismes divers. Le 7 mars, elle a été reçue par João Pedro da Costa, le président de la [Fondation Nationale de l'Indien](#) - FUNAI. Il lui a été présenté un tableau des difficultés auxquelles les peuples indigènes, et même l'institution, sont confrontés. Au parlement, elle a rencontré les membres des Commissions des droits humains de la Chambre des Députés et du Sénat. Elle a visité des communautés indigènes dans trois États: Au Mato Grosso do Sul, les Guarani-Kaiowá de plusieurs Terres Indigènes; dans celui de la Bahia, des Tupinamba et des Pataxó; au Pará des Juruna, Parakanã et des Arara (un peuple de récent contact) dont certaines sont touchées par le barrage de Belo Monte. Le 16 mars, à Brasilia, elle a rencontré des [représentants indigènes](#) des cinq régions du Brésil réunis au sein de l'APIB - Articulation des Peuples Indigènes du Brésil. L'occasion pour l'Articulation de présenter les principales préoccupations du mouvement indigène national. Au total, la rapporteuse s'est réunie avec les représentants de plus de cinquante peuples indigènes du pays.

Lors de la [conférence de presse](#) qu'elle a tenue à Brasilia au terme de sa visite, elle a relevé que, par rapport au constat établi par James Anaya *"il y a eu des reculs extrêmement préoccupants dans la protection des droits des peuples indigènes, une tendance qui continuera à s'aggraver si des mesures décisives ne sont pas prises par le gouvernement pour retourner la situation."* Elle a annoncé qu'elle présentera son rapport avec ses conclusions et recommandations, au gouvernement brésilien et au Conseil des Droits de l'homme, en septembre prochain. Considérant l'urgence de la situation, sur la base de ce qu'elle a observé pendant sa visite, elle a proposé sept recommandations préliminaires. La première : *"que des mesures soient prises pour protéger la sécurité des leaders indigènes et conclure les enquêtes sur tous les assassinats d'indigènes..."*

À plusieurs reprises, ces dernières années, des délégations de peuples indigènes étaient venues à Genève, au Conseil des droits de l'homme, dénoncer la situation qui leur est faite dans ce pays. Les recommandations seront-elles suivies d'effets ? La crise politique qui sévit actuellement au Brésil permet de douter d'une réponse positive, de plus, rapide, des autorités du pays !

Bernard Comoli

Important : L'activation des liens hypertextes ([en bleu](#)) renvoie aux sources utilisées pour la rédaction de ce bulletin. Elles sont souvent en portugais, sauf quand il s'agit d'anciens "AYA Info".

PS : Ces brèves sont souvent reprises, détaillées et parfois illustrées, dans un blog du quotidien "La Tribune de Genève" à l'adresse suivante : <http://bcomoli.blog.tdg.ch>